

La seule chose qu'ait proposée le député de Saint-Jean-Est (M. McGrath) au cours de la période des questions, c'est le coup suranné du magicien, qui consiste à accorder un crédit d'impôt aux entreprises pour qu'elles emploient des gens. Il est regrettable que le député n'ait pas pris la peine de lire les évaluations du programme de création d'emplois qui était en vigueur quand son gouvernement était au pouvoir, car il aurait vu que dans près de 80 p. 100 des cas, il ne s'agissait pas d'emplois supplémentaires, et que ce genre de programme ne permet pas de viser les secteurs où les emplois sont le plus nécessaires. Ils constituent une sorte de prime, mais ces programmes ne créent aucun emploi supplémentaire. Voilà les nouvelles propositions que les Conservateurs ont à faire. Voilà la nouvelle idée qu'ils proposent aux Canadiens, un programme conçu il y a plusieurs années et qui n'a pas donné de résultats. Nous sommes censés l'accepter comme si c'était parole d'évangile, à en croire le député de Saint-Jean-Est, qui est sans doute aussi mal avisé que certains prédicateurs d'un autre genre qu'il nous a été donné de rencontrer.

En écoutant mon honorable collègue néo-démocrate, nous avons enfin découvert la formule secrète de ce parti. Depuis trois ans que je siége à la Chambre, j'espérais qu'il révélerait un jour au monde sa stratégie secrète. Maintenant, nous la connaissons. Il l'a empruntée à Stockholm. Si seulement nous pouvions adopter chez nous la formule suédoise, le Canada deviendrait le Paradis. Je dois dire, monsieur le Président, qu'à mon avis les Canadiens ne sont pas prêts à adopter une politique économique élaborée à l'étranger. Ils veulent une politique économique élaborée par des Canadiens et qui tienne compte de nos besoins, de nos désirs, de notre vision des choses et de nos valeurs.

Des voix: Bravo!

M. Axworthy: J'aimerais examiner un élément important du budget d'hier soir. Notre ministre des Finances vient de passer plusieurs mois à s'entretenir avec des Canadiens représentant le salariat, le patronat et le gouvernement. Il s'est entretenu avec des gens des différentes régions. Il a pu ainsi se faire une idée complète de ce que les Canadiens désirent vraiment, et du genre d'orientation qu'ils souhaitent voir donner à notre programme économique. Ce qu'il y a d'extraordinaire dans ce budget, c'est qu'il correspond exactement à notre situation actuelle. C'est un budget fait au Canada et qui renferme les idées de représentants de toutes les couches de notre société. Je tiens à signaler que contrairement à ce qu'a pu dire le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis), ce n'est pas un budget conservateur. Nous n'éprouvons pas pour les programmes sociaux le souverain mépris qu'éprouvent les conservateurs, eux qui refusent absolument d'appuyer les programmes de création d'emplois et qui, émules du président Reagan, ne songent qu'à réduire les différentes formes d'assurance-maladie. Ils n'ont qu'à suivre l'exemple de leurs homologues de l'Alberta qui, en matière d'assurance-maladie, n'hésitent pas à recourir au paiement par l'usager et à d'autres contraintes. Ce n'est pas la façon libérale de procéder. Cependant, monsieur le Président, nous ne sommes pas prêts pour autant à adopter la théorie suédoise que semble préconiser le Nouveau parti démocratique...

M. Waddell: Il n'y a pas grande différence entre vous et le président Reagan.

Le budget—M. Axworthy

M. Axworthy: ... en vertu de laquelle la société est totalement dirigée et dont l'organisation est laissée à des groupes tout puissants qui s'entendent pour tout décider.

Ce budget a été selon moi élaboré à la suite de consultations très franches avec des Canadiens et il renferme une réponse très claire. Cette réponse figure dans le premier énoncé d'hier du ministre des Finances (M. Lalonde). Nous voulons créer des emplois. Nous ne voulons pas que les Canadiens vivent de prestations sociales. Nous voulons recommencer à travailler en dépit de la véritable crise économique que nous traversons. Nous avons tous été témoins des ravages qu'elle a causés et nous savons tous les malheurs qu'elle a entraînés pour les Canadiens.

• (1610)

Nous savons tous l'importance qu'accordent désormais les Canadiens au travail. Ils n'y voient pas simplement le moyen de gagner leur vie, mais le moyen de percevoir leur identité, de se sentir utile et de comprendre leur rôle au sein de leur famille et de leur collectivité. Le travail est donc important en ce qu'il assure une existence utile et productive à celui qui le fait, et qu'il permet d'exploiter à bon escient les talents et les compétences de cette personne.

Voilà pourquoi j'ai été déçu du manque de collaboration de l'opposition pour nombre de projets que nous avons lancés dans l'espoir de redonner du travail aux Canadiens. Au nombre de ces projets figurent les programmes de travail partagé qu'appliquent en ce moment quelque 13,000 manufactures et entreprises au Canada. Néanmoins, tout ce que le NPD et d'autres trouvent à dire, c'est qu'on diminue les revenus de la population. Il est vrai que certains revenus ont été tronqués de quelque 10 p. 100, mais n'oublions pas que plus de 100,000 travailleurs ont pu conserver un emploi qui aurait été supprimé, n'eût été de ces programmes.

J'invite le député de Winnipeg-St. James (M. Keeper), qui est assis tout seul dans son coin et qui a trouvé tant à redire au programme de travail partagé, de se rendre à Thompson, au Manitoba, notre province, pour y discuter avec la section locale du syndicat des métallurgistes unis d'Amérique où 2700 personnes se sont remises à travailler à l'INCO grâce à ce programme.

Des voix: Bravo!

M. Axworthy: Qu'il aille leur dire que le programme ne leur a procuré aucun avantage. Je suis curieux de voir s'il a le culot de leur dire que ce programme ne leur a rien donné. Ces gens sont de retour au travail et leur famille est heureuse et satisfaite du fait que l'entreprise a repris son activité.

J'en profite pour ajouter que nous ne cherchons pas, avec ce budget, à nous accrocher à une seule solution. Les Canadiens ont reconnu qu'il n'existe pas de solution magique et c'est ce que reflète le budget. Il nous faut appliquer une foule de solutions différentes et il importe particulièrement de tenir compte de la situation économique de l'heure. Il est vain de vouloir se nourrir d'illusions. Il nous faut affronter la réalité et le ministre nous a proposé un budget qui favorisera considérablement la relance dans le secteur privé. Non seulement on prévoit dans ce budget un certain nombre de stimulants, de crédits d'impôt et de dégrèvements pour encourager les investissements privés, tout en augmentant les sommes destinées à être prêtées aux petites entreprises, aux agriculteurs et aux pêcheurs, mais on y